Comment le journal «Le Jura» voit les républicains espagnols entre 1936 et 1939

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **94 (1991)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-685048

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Comment le journal « Le Jura » voit les républicains espagnols entre 1936 et 1939

par Hervé de Weck

> *« Toute histoire est interprétation. Encore faut-il prendre la juste mesure occupée dans le passé par le fragment que l'historien découpe et étudie. »*
>
> Jean-Claude Favez[1]

Dans *La Suisse des années sombres*, André Lasserre rappelle que l'histoire de notre pays pendant la Seconde Guerre mondiale reste « encore mal connue. L'asile, l'économie, les finances, les pleins pouvoirs, bien d'autres sujets attendent encore des études sérieuses, menées sans référence permanente à nos préoccupations et à nos options actuelles ».[2] Il en va de même pour les attitudes de la droite entre 1920 et 1940. Le ton du discours politique, aussi bien à droite qu'à gauche, semble atteindre des sommets de violence. Léon Daudet, lorsqu'il parle de Léon Blum, ne le surnomme-t-il pas « Karfunkelstein » ? Combien de fois réclame-t-il la condamnation à mort du « Romanichel des Carpathes » ? L'antiparlementarisme, la célébration de l'autoritarisme, l'anticommunisme et une forme plus ou moins larvée d'antisémitisme des années trente peuvent induire en erreur nos contemporains de la fin du XXe siècle, imprégnés par les droits de l'homme et les conceptions que sous-tendent nos démocraties avancées ; ils risquent de confondre fascisme totalitaire[3] et ce qu'il faut bien appeler une droite « musclée ». La grande majorité des Suisses, durant l'entre-deux-guerres et pendant le second conflit mondial, ne tombent pas dans le piège du fascisme et d'une sorte de totalitarisme larvé comme l'affirme Hans-Ulrich Jost dans *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses.*[4]

Depuis longtemps, la recherche historique scientifique montre qu'il est faux de présenter les Suisses face à une alternative, « adaptation ou résistance » au IIIe Reich, et de diviser les personnalités responsables en « bons démocrates » et en « mauvais fascistes »[5]. La vision « western » que

l'on adopte presque par réflexe ne suffit pas pour juger les hommes et les événements. Pilet-Golaz n'est pas un «sympathisant» ou un «vendu», Minger et Guisan d'«incorruptibles héros».

«Le rôle de l'historien consiste, d'une part, à conserver et à restituer les différentes mémoires d'une époque, notre identité collective, d'autre part – et surtout – à essayer de rendre le passé intelligible (...). L'historien doit conserver, expliciter, analyser, diagnostiquer. Il ne doit jamais juger.»[6]

1. LE CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Faut-il interner en Suisse les républicains espagnols?

A la mi-juin 1940, le formidable succès stratégique de la guerre-éclair menée par la Wehrmacht amène les formations blindées du général Guderian jusque dans le secteur Pontarlier - Besançon. Elles reçoivent alors l'ordre de remonter en direction nord-est, le long de la frontière suisse, afin d'opérer leur jonction avec la 7e Armée allemande qui doit déboucher de sa tête de pont de Neuf-Brisach. Cette manœuvre oblige le général Daille, commandant du 45e corps d'armée français, à demander l'internement en Suisse pour la 67e division d'infanterie, la 2e division de chasseurs polonais et la 2e brigade de spahis. La brigade légère 1, engagée dans les Franches-Montagnes et en Ajoie sous les ordres du colonel Louis de Montmollin, reçoit la mission de recueillir ces troupes, de les désarmer et de préparer leur acheminement vers l'intérieur du pays.

La 8e Armée, qui coiffe le 45e corps, aurait compté des républicains espagnols. En 1939, après la victoire de Franco, environ 350000 Espagnols avaient quitté leur pays, craignant la terrible répression des nationalistes. 150000 d'entre eux vont partir pour le Mexique, l'Amérique du Sud, en particulier l'Argentine; 50000, civils et militaires, acceptent de retourner en Espagne nationaliste; environ 150000 restent en France où ils s'intègrent plus ou moins bien dans la communauté nationale. Beaucoup d'hommes valides s'y trouvent un emploi, souvent dans la construction de fortifications.[7] Un certain nombre de ces républicains établis en France auraient été refoulés à la frontière suisse en juin 1940. Les archives officielles actuellement dépouillées ne permettent pas de confirmer ou d'infirmer le fait.[8] Dans sa *Synthèse* de la neutralité suisse, publiée en 1979, Bonjour donne les chiffres de 42772 internés en Suisse au 1er août 1940, dont 29507 Français, 12531 Polonais, 639 Belges, 44 Anglais et *1 Espagnol*[9].

Dans le journal de combat du régiment léger 1, commandé par le lieutenant-colonel Henry Guisan (le fils du général), figure en date du 18 juin 1940 un texte qui prouverait, si besoin, que plus une opinion est extrême, plus elle a tendance à être soutenue avec vigueur.

« Une unité de *travailleurs espagnols* forte de 1500 hommes est parmi les troupes désirant entrer en Suisse. Quelques centaines d'entre eux ont déjà passé dans le courant de la nuit. L'ordre arrive de refouler ces gens-là, mais d'accorder l'internement aux formations régulières. Ces compagnies sont formées par des réfugiés de la guerre civile espagnole, restant de ces fameuses brigades internationales où les plus braves n'ont fait que de tuer père et mère! Belle société dont notre beau pays n'a certes pas besoin. Les Français les ont utilisés comme terrassiers sur les deuxièmes lignes de fortification. Devant notre refus, ils s'installent juste de l'autre côté de la frontière. Ils s'adonnent aux joies suaves pour ces gens-là du pillage en règle de la gare de Delle où il y a un train de vivres. Ils nous montrent ainsi leurs talents d'organisation et je vous assure qu'ils sont sérieux! »[10]

Dans quelle mesure l'attitude du major Mathieu, commandant du bataillon de cyclistes 1, qui aurait rédigé ce texte,[11] remonte-t-elle à une réflexion personnelle, aux positions des milieux politiques avec lesquels il sympathise, à la propagande de Gœbbels ou à la pression consécutive aux succès fracassants de la Wehrmacht?

Dans son rapport sur les événements du 16 au 25 juin 1940, le commandant du régiment léger 2, le lieutenant-colonel Heuer, avance que *trois* réfugiés espagnols sont entrés par les postes de Beurnevésin I et II. Ils ont été dirigés sur Porrentruy. Au poste de Bonfol, « environ 15 personnes ont été refoulées, ne répondant pas aux catégories de civils étrangers admis sur territoire suisse »[12].

Quoi qu'il en soit, les républicains espagnols et les anciens des brigades internationales, internés dans les camps hâtivement ouverts en métropole au début du conflit par le gouvernement français, se trouvent en grand danger après l'armistice de juin 1940: la menace vient à la fois des autorités du Reich et du gouvernement de Vichy. Le Comité international de la Croix-Rouge essaie de favoriser leur émigration vers le Mexique, mais il ne semble pas que ce plan ait pu être réalisé. Les républicains espagnols, qui ont trouvé refuge en Afrique du Nord, ne semblent pas menacés, car il y en aura un grand nombre, spécialement en Algérie, au moment du débarquement allié à la fin de l'année 1942.[13]

« A partir de l'automne 1940, la Wehrmacht remet à la Gestapo un certain nombre de prisonniers de guerre de l'armée française. Il s'agit en majorité de républicains espagnols, qui se sont enrôlés en 1939 dans les

forces armées de la IIIe République, notamment dans les *Formations de travailleurs étrangers*, dépendant du Génie. La plupart de ces réfugiés – soit 8000 personnes y compris des femmes et des adolescents – sont internés au camp de Mauthausen-Gusen, où ils travailleront dans les carrières appartenant à la SS. Près de 5000 d'entre eux périront, jusqu'à la libération du camp, le 5 mai 1945». En automne 1941, le CICR intervient auprès des autorités allemandes à propos de cette violation des conventions concernant les prisonniers de guerre. On lui répondra qu'il s'agit de détenus politiques internés avec l'accord du gouvernement de Franco.[14]

En 1948, Juillerat et Membrez, qui ne connaissent sans doute pas le journal du régiment léger 1 et ces faits, confirment qu'à l'époque où les réfugiés et les internés affluaient, «dans la direction du village de Croix était un rassemblement d'hommes à l'aspect farouche que les douaniers considéraient presque comme des ennemis. Il s'agissait d'anciens soldats rouges de la guerre d'Espagne chassés de leur pays lors de la victoire de Franco. On les avait amenés dans le voisinage de la ligne Maginot pour travailler à des travaux de défense. (...) Les populations craignaient plus que tout ces étrangers ayant piètre réputation. Elles les chassaient des agglomérations lorsque, dans le but d'apaiser leur faim, ils tentaient d'y pénétrer».[15]

Dans *L'été de la Saint-Martin*, Jean Gigon relève qu'entre 1936 et 1939, les populations de l'actuel canton du Jura se montraient hostiles aux républicains: «(...) l'accent mis sur les *atrocités des Rouges*, qui auraient massacré prêtres et moines, brûlé des églises, violé des nonnes et jusqu'aux sépultures, rangea du côté de Franco tous les *bons catholiques*, (...) beaucoup de radicaux qui ne voulaient rien avoir à faire avec des communistes, anarchistes et autres collectivistes. Résolument pour la République, il n'y avait guère que les socialistes, bien peu nombreux chez nous, sauf au village de Fontenais. D'où un jeune militant, Boillat, partit rejoindre les brigades internationales, et ne revint pas. Vers la fin, (...) la résistance farouche d'hommes démunis, allant sobrement à la mort, impressionna. On souhaita, avec une certaine lâcheté qui se voulait généreuse, que Madrid et Valence tombent enfin. Et que ce soit fini... La dictature, personne, évidemment, ne savait ce qu'elle était».[16] Compte tenu du nombre de volontaires morts en Espagne, il ne semble pas que, dans les districts francophones et catholiques du canton de Berne, les engagements aient été très nombreux.[17]

Il apparaît donc vraisemblable que, sur ordre d'autorités suisses, civiles ou militaires,[18] les troupes stationnées en Ajoie et aux Franches-Montagnes aient refoulé des Espagnols républicains en juin 1940. Les

officiers stationnés dans la région, les douaniers, mais également les civils, qu'ils soient suisses ou français des régions proches de la frontière, leur manifestent une vive hostilité, alors que les nationalistes qui ont, eux aussi, commis des horreurs et des massacres, ne suscitent pas les mêmes réactions viscérales. Cela s'explique-t-il par le fait que, derrière les républicains, se profile l'ombre inquiétante de Staline, sa volonté de révolution mondiale, son Komintern et son G.P.U.? Au mois de juin 1937 a commencé la « grande purge » de l'Armée rouge, qui va durer dix-huit mois. Staline a éliminé 35 000 de ses chefs militaires les plus qualifiés, soit la moitié du corps des officiers supérieurs.[19] Le 23 août 1939, il s'est acoquiné avec Hitler en signant un traité de non-agression qui rend possible l'invasion de la Pologne et la campagne de France.

Ces républicains réfugiés en France, lorsqu'ils échappent aux rafles de Vichy et des autorités d'occupation, semblent très motivés dans leur lutte antifasciste. En effet, les Allemands datent de mai 1943 le passage de la « résistance individuelle » à l'organisation de « bandes armées ». Cette périodisation, valable pour la Corrèze, les Alpes de Savoie et la basse vallée du Rhône, ne correspond pas forcément à la manière de voir des résistants. Pour l'occupant, c'est le moment où la Résistance ne comprend plus seulement une écrasante majorité de *républicains espagnols*, de Polonais, juifs ou non, de vétérans des brigades internationales et d'apatrides.[20] Parmi les résistants qui se trouvent sur le plateau des Glières au début de l'année 1944, on compte 56 Espagnols, réfugiés antifascistes de la guerre d'Espagne, qui avaient été organisés en compagnies de travail en montagne par le gouvernement de Vichy et qui allaient être livrés aux Allemands.[21]

Les Français face à la guerre d'Espagne

A la fin des années trente, les prises de position de la presse française influencent l'opinion en Suisse romande. L'Action française, avec des ténors comme Charles Maurras et Léon Daudet, jouit d'un grand prestige parmi les étudiants, les intellectuels et les milieux de droite. Ces ténors ne se montrent pas tendres avec les républicains! Le Vatican a beau condamner le mouvement en 1926, les idées de ces tribuns continuent à marquer les catholiques. La déclaration d'octobre 1936, parue dans la *Revue militaire suisse*, a-t-elle eu un véritable impact? La rédaction déclare prendre ses distances face à l'Action française avec laquelle « nous ne voulons avoir, nous, officiers, aucune conception commune ».[22] A l'époque, on peut être « Action française » sans, pour autant, adhérer au fascisme.

En février 1936, après le succès électoral du Front populaire en Espagne, les militants et les sympathisants des partis victorieux célèbrent pendant des semaines leur triomphe ; leur brutalité provoque des contre-manifestations tout aussi intolérantes de la part des milieux de droite. Le terrorisme urbain s'accroît de façon alarmante. Comme si les attentats et les assassinats ne suffisaient pas, les hommes politiques des deux bords, avec leur extrémisme verbal, donnent à penser qu'une révolution rouge se prépare en Espagne, que la république bourgeoise prend une teinte socialiste et que le jour est proche où, des cendres de la société catholique conservatrice va naître une Espagne des soviets. Les démons du socialisme, du communisme et de l'anarchie planent sur la péninsule ibérique.[23]

Dès le début de la guerre civile, « la République abandonnée par la plus grande partie des officiers de carrière trouve essentiellement pour défenseurs des révolutionnaires, anarchistes, socialistes ou communistes, qui firent très souvent – surtout au début de la guerre – passer la Révolution avant la défense du camp républicain menacé. L'appui donné au camp franquiste par la quasi-totalité de la hiérarchie catholique et la fureur antichrétienne des anarchistes, parti dominant dans le camp républicain, transformèrent souvent en guerre de religion la guerre civile, avec un déchaînement de cruauté, de part et d'autre, qui ne se voit que dans les guerres d'idées ».[24]

Avec le succès du Front populaire en France, les tensions s'aggravent brusquement entre « les deux camps de la guerre civile française ». Les uns considèrent le nazisme allemand et son allié, le fascisme italien, comme l'ennemi principal ; les autres le voient dans l'Union soviétique et son avant-garde en France, le Parti communiste. Léon Blum craint qu'en intervenant aux côtés des républicains espagnols, il ne déclenche des affrontements violents dans son propre pays. La manifestation du 6 février 1934 devant l'Assemblée nationale, qui se termine d'une manière tragique (15 morts et 1600 blessés dans les seuls rangs de la police), lui semble un signe annonciateur.[25] Il décide donc la non-intervention.[26] L'hostilité de la droite nationaliste vis-à-vis d'Hitler n'exclue pas la sympathie pour Mussolini et pour Franco. Dans ces milieux, on craint moins le nazisme que le redoutable dynamisme allemand.[27]

Peu à peu se produit un étrange renversement des positions en matière de politique extérieure. La gauche, jusqu'alors pacifiste et partisan d'une politique d'entente internationale, même au prix d'importantes concessions de la part du gouvernement français, se sent menacée par les revers de ses coreligionnaires dans les pays voisins. Le pacifisme se transforme en une sorte de bellicisme antifasciste. Evolution inverse à

droite. Son exigence d'une politique de fermeté envers les puissances qu'elle jugeait redoutables disparaît au profit d'une volonté d'entente avec l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne de Franco.[28]

Les rapports entre le fascisme et le christianisme varient selon les moments et les pays. Ceux de Mussolini avec le Vatican, d'abord assez mauvais, vont en s'améliorant. Les relations entre le IIIe Reich et le Saint-Siège se dégradent, malgré la signature d'un concordat, quatre ans après l'accession d'Hitler au pouvoir; Pie XI condamne solennellement les principes racistes de l'Etat national-socialiste dans l'encyclique *Mit brennender Sorge*. En Espagne, Franco bénéficie de la sympathie agissante de l'Eglise espagnole et du Saint-Siège, avant même qu'il prenne le pouvoir.[29]

Parade militaire des forces franquistes. (Photo Keystone)

L'attitude des écrivains qui deviendront «classiques» apparaît différente. *L'espoir* de Malraux, au premier degré, fait de la propagande en faveur du camp républicain. Son roman, pourtant, n'insiste pas sur les crimes des nationalistes. Mauriac et Bernanos rappellent, dans des textes célèbres, que bien des catholiques se distancent des évêques espagnols qui bénissent les exécutions massives et sommaires commises par les nationalistes. Dans *Les grands cimetières sous la lune* se trouve pourtant la remarque suivante: «On ne fait pas la guerre civile avec des gants blancs. La terreur est sa loi (...).»

De nombreux intellectuels français prennent aussi position en faveur des républicains, mais Brasillach et Drieu la Rochelle font exception.[30] Julien Green, quant à lui, n'évoque la guerre d'Espagne qu'une seule fois dans son *Journal* : « Voilà une semaine qu'a éclaté la rébellion espagnole. Nouvelles écœurantes. Hier les communistes ont décapité trois jésuites dont ils ont ensuite promené les têtes sur des plats d'argent, aux applaudissements d'une foule en délire. Un peu partout, des villages pillés, des églises en flamme et des religieux égorgés. En lisant les journaux, je ne puis m'empêcher de penser à Margot l'enragée, la *Dulle Griet* de Breughel.[31] » Son impression correspond largement à celle de la majorité des catholiques dans les démocraties européennes.

Quelques faits significatifs

Un conflit comme la guerre d'Espagne se définit par l'acharnement des combattants qui, tous, croient savoir pourquoi, pour qui, contre quoi et contre qui ils se battent.[32] Leur conviction de se trouver dans le camp du « Bien », de la « Vérité » et de la « Justice » les amènent, quel que soit leur bord, à commettre des horreurs.

Entre le 18 juillet et le 1er septembre 1936, les républicains exécutent ou assassinent 75000 personnes, dont près de 8000 religieuses et religieux. « A aucun moment dans le cours de l'histoire de l'Europe et peut-être du monde, il n'a été fait preuve d'une haine si passionnée de la religion et de ses œuvres. »[33] Les premières livraisons d'armes par l'Union soviétique parviennent aux républicains, probablement le 15 octobre 1936 ; les brigades internationales émanent du Komintern et des partis communistes.[34]

Les nationalistes, durant toute la guerre civile, doivent avoir exécuté environ 40000 personnes, mais ils entretiennent par leur propagande « l'impression que la République est livrée à un terrorisme anarchique entièrement contrôlé par les assassins à la solde de Moscou ».[35] Le 28 août 1937, le Vatican reconnaît formellement le Gouvernement nationaliste comme le gouvernement officiel de l'Espagne.[36]

Cette guerre impitoyable aggrave en Europe les affrontements entre la droite et la gauche. La plupart des contemporains prennent des positions tranchées, une attitude que l'on retrouve dans la presse jurassienne.

Les attitudes en Suisse romande

Dans chaque Etat, on peut découvrir une sorte de « mentalité collective », de dénominateur commun des perceptions et des attitudes, beaucoup plus stable, plus profonde, plus unanime que l'opinion publique proprement dite.[37] Bien que la décrue des mouvements

fascistes et frontistes soit sensible dans l'ensemble de la Suisse à partir de 1936,[38] une certaine admiration pour les régimes autoritaires continue à se manifester en Suisse romande à travers des références qui viennent d'Italie ou d'Espagne.[39]

Une violence qui ne reste pas seulement verbale, voilà un paramètre qu'on ne saurait négliger. Dans les années trente, de très nombreuses « Landsgemeinden patriotiques » sont organisées en Suisse pour sensibiliser le public à l'impérieuse nécessité de renforcer la défense militaire du pays. Des personnalités comme le conseiller fédéral Rudolf Minger y prennent la parole. Les responsables, à titre préventif, organisent habituellement des postes de secours sanitaires pour soigner d'éventuels blessés, ce qui illustre le climat dans lequel le débat militaire peut se dérouler.[40] Les événements de Genève, en 1932, lorsque des recrues ouvrent le feu au cours d'une manifestation politique, se situent dans un tel contexte. La gauche extrémiste de Léon Nicole porte une bonne part de responsabilité dans l'issue tragique des affrontements.

La notion de « cécité idéologique » permet de comprendre les prises de position de l'époque. Beaucoup de Suisses sont obnubilés, « traumatisés » par les horreurs, réelles ou supposées, commises par ceux de l'autre camp, par leurs « intentions malignes » ; ils refusent de voir des attitudes similaires dans le milieu auquel ils s'identifient. En février 1935, un journal socialiste bâlois accuse le colonel Eugen Bircher, président de la Société suisse des officiers, d'avoir calomnié l'URSS, parce qu'il a déclaré dans un discours public que l'Armée rouge a déjà été engagée contre le peuple soviétique.[41] La rédaction « oublie » qu'en 1921, à la fin de la guerre civile en Union soviétique, des grèves éclatent dans les grandes villes, après un « coup de semonce », la révolte des marins de Kronstadt qui avaient pourtant, jusqu'alors, constitué l'avant-garde de la révolution. L'Armée rouge intervient alors contre des « camarades » qui ne sont plus d'accord avec le régime. Après la Seconde Guerre mondiale, Jean-Paul Sartre ne prétendra-t-il pas qu'il faut taire les massacres ordonnés par Staline, car cela risquerait de décourager les militants de Boulogne-Billancourt ?

Depuis la chute de la monarchie espagnole en 1931, les journaux conservateurs suisses, voyant avec anxiété l'ombre du communisme s'allonger sur la péninsule ibérique, parlent de la nécessité d'une contre-révolution, mais leur attitude face au franquisme reste ambiguë. Les radicaux insistent sur l'immaturité politique des républicains qui fait le jeu de l'armée et pousse le pays vers des temps difficiles.[42] La presse bourgeoise dénonce le conglomérat des gauchistes, des « pistoleros », des anarchistes, des syndicalistes et des communistes.[43]

La guerre civile éclate au cours de l'été 1936. Selon le conseiller fédéral Motta s'exprimant au Conseil des Etats en octobre 1937, il y aurait environ 2000 Suisses en Espagne, dont un millier en Catalogne et dans les autres territoires dépendant de Valence. Dans les territoires contrôlés par les républicains, ils auraient subi des mesures de confiscation et de collectivisation.[44] Le Ministère public de la Confédération, faisant un bilan à la fin de l'année, dénombre l'engagement de 369 Suisses dans les rangs des forces républicaines, dont 35 du canton de Berne.[45]

Troupes républicaines. (Photo Keystone)

Bien que, d'emblée, le Conseil fédéral l'interdise formellement,[46] environ 800 Suisses s'engageront comme volontaires dans les rangs des brigades internationales; 76 perdront la vie, tandis que 51 autres seront portés disparus. Quelques dizaines d'Helvètes combattent aux côtés des nationalistes. Cette proportion des engagements ne reflète pas forcément les sympathies de l'opinion en Suisse. Plus significatif le fait qu'en 1937, 3000 des 4000 Suisses installés en Espagne vivent dans les zones contrôlées par les nationalistes.[47]

Au cours de l'année 1936, les éditions Attinger publient les horreurs commises par les républicains: «N'a-t-on pas vu en Espagne des nonnes être bestialement violées par les hordes marxistes; des têtes de prêtres décapités piquées sur des pieux de barrière ou encore exposées dans les devantures de certaines charcuteries? N'est-il pas vrai que l'on a fait

sauter à la dynamite nombre de couvents en ayant soin auparavant d'enfermer leurs occupants? Vous souvient-il enfin de ces religieuses arrosées de pétrole sur la voie publique et flambées comme des torches, au milieu d'une foule curieuse, parfois même enthousiaste?»[48]

Les catholiques, par solidarité religieuse, prennent parti pour l'Eglise d'Espagne; par conséquent, ils approuvent la «reconquista» franquiste et son idéologie. Leurs journaux ont une vision manichéenne du conflit: les nationalistes combattent pour une cause sainte contre les rouges présentés comme des suppôts de Satan. La *Liberté* de Fribourg oppose les «impies» aux «croisés». Ces attitudes, la lettre de l'épiscopat espagnol, publiée en août 1937, les renforce. Ce document chiffre les ravages républicains: 300000 civils exécutés, clergé décimé à 40%, 20000 églises détruites. Simultanément, le Vatican reconnaît les autorités franquistes. Seule une petite minorité de catholiques doute de la légitimité du combat nationaliste; ainsi le futur cardinal Journet dans la revue *Nova et Vetera*. Au moment où la guerre d'Espagne touche à sa fin, Mgr Besson, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, se prononce pour l'Espagne nationaliste.[49]

A son retour d'un voyage privé dans les zones d'opérations des troupes nationalistes, le colonel divisionnaire Roger de Diesbach, Fribourgeois, catholique et conservateur, ancien commandant de la 2e division, présente un exposé à la Société fribourgeoise des officiers. Ce qui l'a attiré en Espagne, c'est «surtout ce champ de bataille (...) où deux points de vue inconciliables – le bolchevisme et la civilisation chrétienne – s'affrontent, depuis bientôt deux ans, dans une lutte sans merci et atrocement sanglante. (...) Suivant l'avance des armées de Franco, la civilisation renaît partout immédiatement (...).» L'Espagne a eu «la force de réagir au dernier moment contre l'emprise mortelle des Soviets, qui allait la perdre pour toujours».[50] En 1939, Eugen Bircher, commandant de la 4e division, et rédacteur en chef de l'*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, écrit que l'histoire des vingt dernières années montre qu'en Russie, le marxisme a conduit à un horrible bolchevisme, qu'en Espagne, il a détruit une très ancienne civilisation et provoqué la guerre civile.[51]

Dans ses chroniques de la «reconquête» espagnole,[52] Eddy Bauer sympathise avec les nationalistes, soutenant même que leur insurrection est légitime. Il parle aussi de la «terreur marxiste», de la mainmise de Moscou. En Castille du sud, les républicains ont fusillé le Christ cruxifié qui dominait la plaine environnante, puis l'ayant miné, ils l'ont fait sauter. Certains de leurs combattants coupent les lobes pour s'approprier plus vite les boucles d'oreille. Si le bombardement de Guernica semble le fait

d'avions allemands, le gros des dégâts à la ville provient des incendies allumés par des commandos anarchistes.[53]

Aujourd'hui, il apparaît que la Luftwaffe ait cherché à détruire un pont. Rien ne permet de prouver que l'attaque sur la ville fut vraiment préméditée.[54]

Au moment où le retour des combattants suisses des brigades internationales semble proche se pose le problème des conséquences judiciaires de leur engagement, car la constitution fédérale interdit le service étranger. Le conseiller national socialiste Huber, le 13 septembre 1938, demande une amnistie en leur faveur. Cinq mois plus tard, la Chambre du peuple la refusera par 92 voix contre 71, la Chambre des cantons par 28 voix contre 3. Eugen Bircher, un homme de droite, suscite une vive désapprobation, lorsque, dans le but d'améliorer le niveau d'instruction de l'armée, il suggère d'exploiter l'expérience du combat de ces vétérans de la guerre d'Espagne. *Le Conseil fédéral se prononce fermement contre l'accueil de réfugiés espagnols en Suisse, mesure proposée par le communiste Humbert-Droz.*

Civils fuyant les zones de combats. (Photo Keystone)

Pendant la «drôle de guerre», les Suisses romands craignent autant, voire davantage le bolchevisme que le nazisme. Les polices civiles et militaires, les officiers spécialistes dans les grandes unités, les informateurs au niveau de la troupe cherchent à dépister les militants adversaires de la défense nationale: les agents du IIIe Reich et les communistes. Les investigations, en Suisse romande, visent plus particulièrement les subversifs de la deuxième catégorie. L'influence nazie, en effet, paraît un risque plus lointain que l'extrême gauche dont le foyer se trouve à Genève. La «contamination» pourrait gagner l'armée à la suite des congés.[55]

Dans ce contexte, on comprend l'affirmation d'Antoine Fleury: «(...) les sympathies de nos soldats, ainsi que de nombreux Suisses étaient acquises à la cause nationaliste.»[56] Avec la défaite de la France et l'armistice de juin 1940, le régime de Vichy et le maréchal Pétain vont faire un temps illusion en Suisse romande. La Révolution nationale semble, pour beaucoup, un renouveau séduisant. On admire le sauveur d'un pays que le Front populaire avait dissous.[57] L'anticommunisme prédomine, partant une vive hostilité à l'encontre des républicains espagnols...

2. LE JOURNAL *LE JURA* FACE À LA GUERRE D'ESPAGNE

Durant la guerre civile en Espagne, le journal *Le Jura* de Porrentruy, dont la rédaction se trouve à l'actuelle place Blarer-de-Wartensee, à deux pas de l'Ecole cantonale, ne semble pas saisir le totalitarisme qui sévit en Italie et les dangers qu'il représente pour l'Europe. Peut-on l'expliquer par le fait que Gonzague de Reynold apparaît comme l'un des maîtres à penser d'Ernest Juillerat, son rédacteur en chef et homme-orchestre? «M. Mussolini est un homme conscient de sa force, mais qui ne veut pas en abuser pour la mener à des fins indéterminées. Tous ses actes jusqu'à présent ont démontré combien il était le grand Raisonnable.»[58] Si la politique nataliste du Duce réussissait, il donnerait à l'Occident, menacé de tous les côtés, un bel exemple.[59] Sympathie identique pour Salazar, ce «grand homme d'Etat»[60]: au Portugal, des attentats terroristes indiquent la gravité de la menace communiste.[61]

En revanche, le journal de Porrentruy se montre beaucoup plus clairvoyant face au nazisme et à ses méthodes. Les Allemands ont tort lorsqu'ils considèrent Hitler comme un «sauveur», car il tend à imposer «une religion d'Etat». Les assurances qu'il vient de donner au conseiller fédéral Schulthess, concernant sa volonté de respecter la neutralité de la

Confédération, « sans suspecter leur sincérité (...) ne sauraient commander la politique suisse en matière de défense nationale.[62] Quelques semaines plus tard, les lecteurs sont avertis que « la peste nazie règne aussi en Roumanie » et que les juifs allemands subissent des brimades.[63] Après l'Anschluss, Ernest Juillerat rappelle que, « dans la gravité du moment, il ne faut pas se laisser dominer par les mystiques étrangères. »[64]

Plus de clarté encore à propos de l'Union soviétique en juin 1937. Des arrestations massives y auraient eu lieu : le terrorisme semble y redoubler. « Toujours la frénésie de mort en Soviétie », apprend-on ultérieurement, 95 condamnations à mort viennent d'être prononcées « au pays de la pourriture ».[65] Au début de l'automne, *Le Jura* présente la lettre pastorale des évêques suisses, qui demande de combattre le communisme, « cet ennemi mortel de l'humanité ». Lorsqu'il parle de cette idéologie, le journal de Porrentruy parle de « peste moscoutaire », de « mystique imbécile ».[66] Les communistes suisses, « stipendiés par Moscou », enrôlent des volontaires pour l'armée du *Frente popular* espagnol. Certains de leurs sergents-recruteurs ont été arrêtés dans les cantons de Vaud, de Neuchâtel et de Zurich. Ils cherchent à convaincre des ouvriers au chômage qui se verraient promettre une solde journalière de 80 francs français.[67]

Le 25 janvier, des bagarres opposent à La Chaux-de-Fonds jeunesses nationales et jeunesses communistes, à l'occasion d'une conférence de l'ancien conseiller fédéral Musy, intitulée *Pourquoi le communisme est-il impossible en Suisse ?* La police doit utiliser des bombes lacrymogènes. *Le Jura* couvre largement ces affrontements, leur consacrant deux colonnes, car l'orateur doit venir traiter le même thème à Porrentruy, le dimanche 22 février. Il y parlera devant 1200 auditeurs, sans que le moindre incident ne se produise.

Ernest Juillerat accuse de malveillance ceux qui traitent les ennemis du communisme et du socialisme de « fascistes » ou de « suppôts d'Hitler ». Loin de féliciter les leaders socialistes suisses qui ont pris conscience du danger totalitaire en Europe et qui soutiennent l'effort de défense nationale du conseiller fédéral Minger, Juillerat prétend que leur revirement prouve leur arrivisme : ils aspirent à des places officielles et lorgnent un siège au Conseil fédéral.[68]

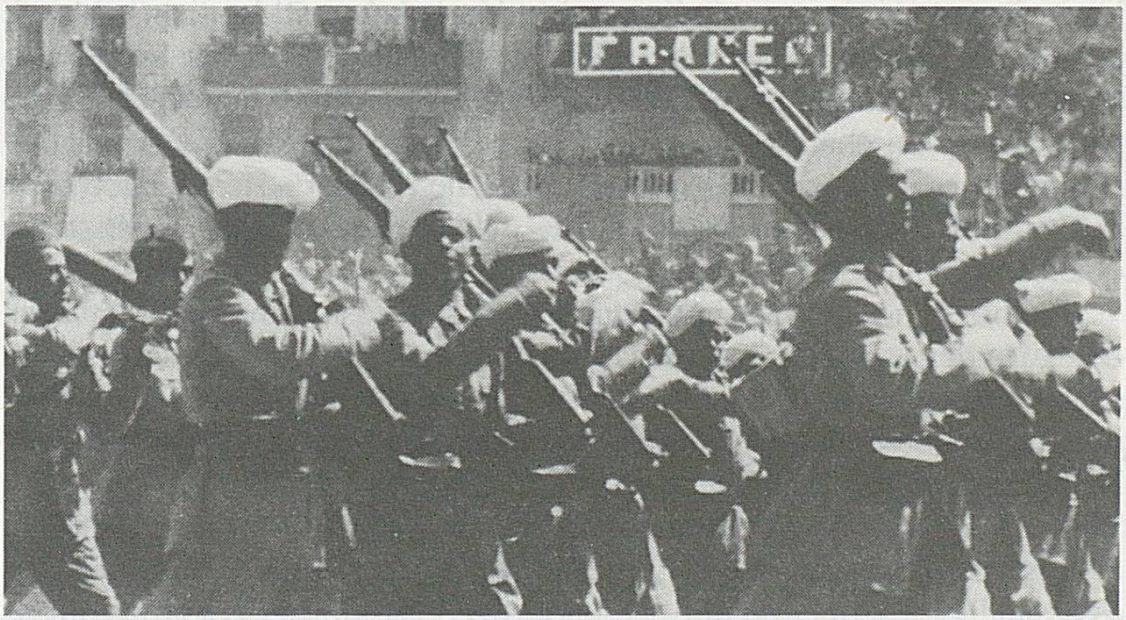
Les horreurs commises par les républicains

Ces positions de principe déterminent dans une large mesure l'attitude du *Jura* face à la guerre civile d'Espagne qui débute le 17 juillet 1936. Les informations, qui occupent l'essentiel des pages consacrées à ce conflit, proviennent de dépêches d'agences ou sont reprises dans d'autres

journaux, sans que la rédaction de Porrentruy n'y mette son grain de sel. En revanche, les articles d'opinion, qu'ils soient « maison », dus à des confrères d'autres journaux ou à des témoins, manifestent tous une hostilité évidente au camp républicain.

Si *Le Jura* ne parle jamais d'atrocités commises par les brigades internationales, il ne manque pas une occasion de stigmatiser les horreurs dues aux républicains espagnols. Il ne publie pas seulement des chiffres, des bilans, mais surtout des exemples concrets de barbarie, destinés à frapper l'imagination des lecteurs.

Pour Ernest Juillerat, « la cause de l'épouvantable guerre civile », il faut la chercher dans l'intervention de Staline et dans le fanatisme communiste qui ont contaminé les républicains, en particulier les mineurs des Asturies. Dès 1937, « Moscou s'efforce avec des moyens de plus en plus désespérés d'installer solidement une Etat soviétique en Espagne (...)[69]. » Cet appui, fourni dès le début de la guerre civile, apparaît comme « la cause inévitable de l'aide étrangère en Espagne[70]. » En avril 1938, *Le Jura* soutient que « le départ de Barcelone sans fanfare ni trompette de la Guépéou (...) est typique de la façon de procéder soviétique : on ne se bat jamais, on fait se battre les autres (...)[71]. » Deux mois plus tard – la capitulation de Madrid n'aura lieu que le 28 mars 1939 –, il précise que « les Soviets, estimant la partie à peu près perdue (...), tenteraient un dernier effort pour élargir la guerre. Il leur importe peu que leur clientèle marxiste soit victime du coup qu'ils chercheraient à porter, coup diabolique et qui, une fois de plus, dénonce le poison moscovite[72]. »



Soldats marocains. (Photo Keystone)

Le Gouvernement républicain est tellement inféodé à Moscou qu'il vient de faire parvenir aux maîtres du Kremlin « un nouveau lot de présents comprenant surtout les chefs-d'œuvre de maîtres espagnols. » Le ministre de l'Instruction publique veut même rendre obligatoire l'enseignement de la langue russe.[73]

Le totalitarisme rouge, dès avant le début du conflit, s'ingéniait à « détruire l'influence religieuse. (...) Le pouvoir installé à Valence considère la religion comme l'opium du peuple et, s'il triomphait, l'Espagne serait peut-être perdue pour l'Eglise catholique[74]. » Kléber, le chef de la brigade internationale, reçoit en récompense des services rendus à la révolution le titre de membre d'honneur de la Ligue espagnole des Sans-Dieu[75]. Une église a été transformée en « beuglant » par une bande de socialistes et de communistes[76]. Les anarchistes fusillent et brûlent les ecclésiastiques, hommes ou femmes, qui tombent entre leurs mains. Un prêtre, qui va être exécuté, demande un peu d'eau. « L'anarchiste s'en va et revient avec un tas de bois. Il entoure le prêtre de ces brindilles, y met le feu et le prêtre meurt, brûlé vif[77]. »

A Valence, 30000 personnes ont été fusillées ; à Murcie, un milicien a coupé à la hache l'oreille d'un avocat phalangiste et l'a mangée. Il voulait « bouffer » du fasciste![78] Un Suisse innocent a failli être fusillé par des républicains. C'est le chancelier du consulat suisse qui lui a, in extremis, sauvé la vie[79]. Au début avril 1937, publication d'une lettre d'Espagne, dont la rédaction a dû « retrancher certains détails d'une horreur presque intenable » : à Malaga, 9000 personnes ont été assassinées sur ordre. Des habitants « ont été traînés attachés par les jambes à travers les rues, sous les acclamations des prostituées et des démons ; quand la victime n'avait plus de réactions, on l'arrosait de gazoline et on y mettait le feu aux applaudissements de ces forcenés. » On a fait manger à un prisonnier nationaliste « la chair de son fils »[80]. Lors de la prise de la ville par les nationalistes, ceux-ci ont retrouvé plus de vingt cadavres ligotés ; il s'agissait d'hommes soupçonnés de sympathiser avec la cause franquiste[81].

Il semble que, dès le début janvier 1937, des tensions naissent entre les délégués des Soviets et les anarchistes[82], qu'en mai, des affrontements se soient produits entre les troupes des différentes tendances du *Frente popular* et que les anarchistes aient activement participé à ces massacres. En septembre, *Le Jura* titre même « Menace de dislocation chez les Rouges », puis « Les Rouges se mangent entre eux »[83]. Quoi qu'il en soit, à Santander, un membre de la Confédération nationale du travail a assassiné, à lui seul et en une seule journée, plus de 60 personnes qui se trouvaient détenues sur un bateau. Les notables ont été forcés de

remettre leur argent et leurs bijoux à la soldatesque. «Les vols en bande étaient normalement suivis d'assassinats»[84]. Les fonctionnaires républicains n'éprouvent aucun scrupule à massacrer des prisonniers à la mitrailleuse, ce qui va jusqu'à dégoûter des officiers des brigades internationales[85].

Dès la fin du mois de mars 1938, *Le Jura*, lorsqu'il parle d'afflux de réfugiés républicains en France, ne cite aucune violence ou pillage qu'ils auraient pu commettre... Leur réputation se sera détériorée en 1940!

Les nationalistes...

Dans les communiqués qu'il publie en 1937, *Le Jura* utilise souvent le terme «insurgés» pour parler des nationalistes; un auteur anonyme, au début de l'année, prévoit que la guerre amènera, soit la dictature communiste, soit la dictature fasciste, une clairvoyance éphémère, puisque l'idéologie, comme les objectifs religieux et sociaux des nationalistes apparaissent vite tout à fait légitimes pour le journal de Porrentruy, d'autant plus qu'«il semble que le général Franco veuille faire preuve de clémence envers les vaincus auxquels il promet le pardon chrétien»[86].

Etablissant un bilan après une année de guerre civile, un article non signé estime que le nombre des victimes s'élève à près d'un million. «La majorité n'est pas tombée dans les combats, mais a trouvé la mort dans des exécutions en masse» commises par les rouges, lorsque les condamnés de droit commun et les anarchistes jouissaient d'une pleine liberté d'action. «Du côté des nationaux, il y eut aussi des excès mais exercés en représailles des massacres rouges[87]»; le journal n'en dira pas davantage sur les exactions des partisans de Franco... En revanche, il cite sans commentaire une proclamation nationaliste qui précise que tous les étrangers pris les armes à la main seront fusillés. Il parle des bombardements nationalistes sur les villes, admettant comme le Vatican que les infrastructures civiles et militaires s'interpénètrent[88]. A Guernica, ce sont les républicains qui ont incendié volontairement la cité.

«La force de l'Espagne nationaliste, c'est la certitude dans la victoire finale (...). Les résultats au bout d'une année sont splendides», alors que chez les républicains, «le désordre et le crime restent impunis.» Dans les zones contrôlées par Franco, l'existence normale reprend, le ravitaillement redevient vite abondant: tout cela permet aux populations «d'attendre dans la confiance, le travail et la prière». Si Blum n'accomplit pas le geste fou de l'intervention, l'Europe pourra bientôt se tranquilliser (...), car la victoire de Franco sera un immense souci de moins (...)[89].»

Brigades internationales. (Photo Keystone)

...et leurs alliés allemands et italiens

Si *Le Jura* souhaite que la France n'intervienne pas aux côtés des républicains, il évoque dès le début janvier 1937, sans émettre la moindre critique, la présence en Espagne de «volontaires» italiens et allemands. «L'Allemagne et l'Italie ne sauraient tolérer que la pieuvre rouge saisisse d'autres Etats dans ses tentacules. Aussi ne comprend-on pas que la France, qui favorise l'érection d'une dictature rouge en Espagne, veuille s'arroger le rôle d'arbitre impartial[90].» Cette prise de position n'empêchera pas la rédaction de prétendre un peu plus tard que l'intervention de ressortissants italiens et allemands dans la péninsule ibérique s'avère être une fausse nouvelle lancée dans le cadre d'une campagne orchestrée par les communistes. «(...) comme le disait, paraît-il, un des chefs de l'armée allemande, il est dangereux de commencer une guerre alors que le régime des cartes de pain est déjà introduit en Allemagne. Cette considération est (...) une garantie de paix[91].» On ne peut pas dire que cette information reflète la situation réelle en Allemagne nazie!

On apprend quelques mois plus tard que les effectifs des troupes italiennes et allemandes sont inférieurs à ceux des brigades internationales[92]. En revanche, l'année suivante, le journal annonce avec clairvoyance que «les techniciens allemands et italiens ont mis à profit leurs constatations pendant les premiers mois de la guerre pour remédier aux défauts de leur matériel et réaliser des avions, des tanks quasi invulnérables et construire une artillerie toute moderne. De leur côté, les chefs

militaires ont profité des enseignements de la guerre pour revoir leurs principes et leurs plans tactiques et les moyens les meilleurs d'employer le matériel mis à leur disposition[93]. »

A la fin de l'année 1938, personne ne peut plus douter de la victoire finale des nationalistes qui contrôlent la plus grande partie du territoire espagnol. Le 26 janvier, ils entrent à Barcelone, le 28 mars, Madrid et Valence tombent entre leurs mains, le 1er avril, un communiqué de Franco annonce la fin de la guerre civile. Les pitoyables colonnes des fuyards républicains s'allongent en direction de la France et de ses camps...

EN GUISE DE BILAN

Dans les années trente, l'anti-communisme militant prédomine en Suisse et dans les districts catholiques du Jura bernois, et pas seulement dans les mouvements fascistes au sens historique du terme ou dans les fronts. Nombreux sont ceux qui croient que l'« esprit de 1848 » a été le « fourrier du socialisme ». De plus, comme le soulignait déjà le général Jomini, « la guerre est un drame passionné et nullement une opération mathématique » qui fascine les foules, leur faisant souvent perdre tout esprit critique. Les rédacteurs d'un modeste journal régional comme *Le Jura* n'échappent pas à la règle. Ce qu'ils publient présente de l'intérêt, car on peut y voir le reflet des convictions de leurs lecteurs.

« (...) tout au plus, écrivait Jacques Meurant, le journal réussit-il à convertir un hésitant, à faire d'un sympathisant un militant, mais force nous est de reconnaître que l'interraction individuelle, le contact direct et répété d'homme à homme compte beaucoup plus dans la formation des opinions[94]. »

Hervé de Weck

De Weck Hervé est né en 1943 et a passé son enfance à Fribourg. Après avoir fréquenté le Collège Saint-Michel et l'école cantonale, il obtient sa licence en lettres à l'Université de Fribourg. Il est actuellement professeur de littérature et d'histoire au Lycée cantonal du Jura à Porrentruy, membre du bureau de la Commission internationale d'histoire militaire, membre du comité de l'Association suisse d'histoire et de science militaires, enfin rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse*. Publications : *La cavalerie à travers les âges*, Lausanne, Edita-Vilo, 1980. *Les blindés des origines à nos jours*, Lausanne, Edita-Vilo, 1982. Chap. 1962-1986 de *Vie et histoire du corps d'armée de campagne 1*, Lausanne, 24 Heures, 1986. Coordonnateur de l'ouvrage collectif *Les écrivains militaires de l'ancien évêché de Bâle*, Saignelégier/Saint-Imier, SCBO, SCJO, 1990.

[1] *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*. Lausanne, Payot, 1988, p. 15.

[2] Lausanne, Payot, 1989, p. 10.

[3] Aujoud'hui encore, l'étiquette insultante de «fasciste» est utilisée à toutes les sauces. Bien souvent, elle signifie simplement «qui se situe plus à droite». Pour un gauchiste, un socialiste peut être un «fasciste». Si l'on veut se comprendre, donnons à ce terme le sens qui lui convient historiquement. Roger Joseph l'a bien défini dans *L'union nationale, 1932-1939. Un Fascisme en Suisse romande*: «(...) une extrême-droite proposant une mystique dont elle endend faire une religion d'Etat. Concrètement, un mouvement fasciste se reconnaît aux six critère (...): antimarxisme, antilibéralisme, tendance à l'anticonservatisme, principe du chef, armée de parti et prétentions totalitaires, auxquels viennent s'ajouter le goût de la parade, un idéalisme fondé sur l'action et dont le but est l'amélioration du genre humain». (Lausanne, Payot, p. 13).

[4] Lausanne, Payot, 1983, T. III, p. 164.

[5] Daniel Heller: *Eugen Bircher*. Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1988, p. 188.

[6] Marc Ferro: *Pétain*. Paris, Fayard, 1988, p. 3.

[7] Thomas, Hugh: *La guerre d'Espagne*. Paris, Laffont, 1961, p. 606.

[8] Bonjour, Edgar: *Histoire de la neutralité suisse*, T. VI. Neuchâtel, La Baconnière, 1979, p. 182.

[9] Souligné par nous. Bonjour, Edgar: *La neutralité suisse, synthèse de son histoire*. Neuchâtel, La Baconnière, 1979, p. 182.

[10] Berne, archives fédérales.

[11] Gérard Burrus, lettre à l'auteur du 28 août 1989.

[12] Berne, archives fédérales.

[13] Lacouture, Jean: *De Gaulle*. T. I. «Le rebelle». Paris, Seuil, 1984, p. 596.

[14] Favez, op. cit., pp. 124-125, 226.

[15] Juillerat, E.; Membrez, A.: *Remous de guerre aux frontières du Jura*. 1939-1945. Porrentruy, Le Jura, 1948, p. 37.

[16] Paris, La Pensée universelle, 1982, pp. 186-187

[17] Dans l'ouvrage commémoratif, *Schweizer kämpfen in Spanien*. Zurich, Stauffacher Verlag, 1939, pp. 324-325, on ne cite parmi les morts jurassiens que le nom de Robert Dreyer, sans que l'on puisse savoir si on a retenu le lieu d'origine ou le dernier lieu d'habitation en Suisse. Un certain Alfred Weber, de Porrentruy, a combattu avec les Républicains et est rentré au pays (p. 256). Dans cet ouvrage, qui regroupe une série de témoignage d'anciens combattants, on célèbre à la fois le combat antifasciste dans la guerre civile d'Espagne et la lutte pour l'indépendance de la Suisse. On ne put pas dire que la gauche est antimilitariste et antipatriotique! Les volontaires suisses, de retour d'Espagne, veulent se mettre à disposition pour la défense de la Suisse.

[18] Selon Jürg Stadelmann, dans son article «Auf dem Flucht vor deutschen Panzern», *Neue Zürcher Zeitung*, 16-17 juin 1990, le général Guisan aurait refusé d'accorder le statut de soldat aux Républicains espagnols qui se sont présentés à la frontière suisse en juin 1940.

[19] *La Deuxième Guerre mondiale*. «Le front russe». S. l., Editions Time Life, 1980, p. 63.

[20] Souligné par nous. Ferro, op. cit., pp. 477-478.

[21] *Histoire secrète des maquis*. Genève, Editions de la Crémille, 1971, T. I, p. 208.

[22] «Chronique suisse».

[23] Höhne, Heinz: *Canaris, la véritable histoire du chef des renseignements militaires du IIIe Reich*. Paris, Balland, 1981, pp. 195-196.

[24] Rieuneux, Maurice: *Guerre et révolution dans le roman français, 1919-1939*. S. l., Lincksieck, 1974, p. 511.

[25] Nombreux sont les Français qui ressentent un profond dégoût du parlementarisme et souhaitent un pouvoir « fort » et « propre ». L'affaire Stavisky vient de se terminer par le suicide (provoqué?) d'un escroc de haut vol qui a bénéficié de la complicité largement payée de nombreux politiciens.

[27] Sérant, Paul: *Le romantisme fasciste*. Paris, Fasquelle, 1959, p. 283.

[28] Ibidem, pp. 145-146.

[29] Ibidem, p. 93.

[30] Rieuneau, op. cit., pp. 512-513.

[31] *Journal*, 24 juillet 1936.

[32] Wanty, Emile: *L'art de la guerre*, T. I, Verviers, Marabout Université, 1967, p. 215.

[33] Thomas, op. cit., pp. 177, 181-183.

[34] Ibidem, p. 310.

[35] Ibidem, p. 363.

[36] Ibidem, p. 456.

[37] André Lasserre, op. cit., p. 8.

[38] *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, T. III, p. 311; Ruffieux, Roland: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*. Lausanne, 1974, p. 311.

[39] Ruffieux, Roland: « Le problème allemand vu par les Suisses romands au lendemain de la guerre », *Relations internationales* N° 53, hivers 1987, p. 403.

[40] Heller, op. cit., p. 126.

[41] Ibidem, p. 157.

[42] Ruffieux, Roland: *La Suisse de l'entre-deux-guerre*, p. 348.

[43] Bonjour, Edgar: *Histoire de la neutralité*, T. III, p. 203.

[44] Le *Jura*, 2 octobre 1937.

[45] 119 du canton de Zurich, 46 de Genève, 38 de Bâle-Ville, 33 du Tessin. Le *Jura*, 24 décembre 1937.

[46] Il ne reconnaîtra le Gouvernement nationaliste espagnol que le 14 février 1939.

[47] Pünter, Otto: *Guerre secrète en pays neutre*. Lausanne, Payot, 1967, p. 71; Heller, op. cit., p. 159.

[48] Demièville, G.: *Le communisme science de trahison et de meurtre, tactique de guerre et de révolution*.

[49] Ruffieux, Roland: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, pp. 349-350; *Histoire du canton de Fribourg*, T. II. Fribourg, 1981, p. 994.

[50] Berne, Archives fédérales, E 27/12592.

[51] Heller, op. cit., p. 166.

[52] *Rouge et Or. Chronique de la « reconquête » espagnole*. Neuchâtel/Paris, Attinger, 1938.

[53] En revanche, dans la *Revue militaire suisse*, Eddy Bauer reste d'une « neutralité absolue », se contentant d'exposer les expériences militaires faites du côté nationaliste.

[54] Ruffieux, op. cit., p. 351; Heller, op. cit., p. 387.

[55] Lasserre, op. cit., p. 63.

[56] Fleury, Antoine: «Enseignement de la guerre civile espagnole selon les observateurs militaires suisses», *Actes du symposium 1983*. Pully, Centre d'histoire et de prospective militaires, p. 66.

[57] Lasserre, op. cit., pp. 99, 101, 213.

[58] *Le Jura*, «Revue de l'étranger», 5 janvier 1937.

[59] «Constatations et réactions en Italie», texte signé Ernest Juillerat, 25 février 1937.

[60] Article d'Ernest Juillerat, 13 avril 1937.

[61] 23 janvier 1937.

[62] *Le Jura*, 7 janvier, 16 février, 27 février 1937.

[63] 9 mars, 27 mars 1937.

[64] «En face des ruines», 17 mars 1938.

[65] 10, 17, 22 juin 1937.

[66] 4 février 1937, 21 septembre 1937.

[67] 7, 9, 12 janvier 1937.

[68] 26, 28 janvier, 20, 23 février, 23 avril 1937.

[69] 14 janvier, 1er mai, 5 août 1937.

[70] 7 avril 1938.

[71] 14 avril 1938.

[72] 28 juin 1938.

[73] 17, 19 février 1938.

[74] 8 mai 1937.

[75] 30 janvier 1937.

[76] 9 décembre 1937.

[77] 29 mars 1938.

[78] 16 janvier 1937.

[79] 27 février 1937.

[80] 3 avril 1937.

[81] 9 février 1937.

[82] 5, 7, 9 janvier 1937.

[83] 2, 16 septembre 1937.

[84] 7 septembre 1937.

[85] 27 janvier 1938.

[86] 11 février, 12 août, 26 octobre 1937.

[87] 20 septembre 1937.

[88] 9 mars 1937, 11 juin 1938.

[89] «Après un an de guerre», 22 juillet 1937; «Le deuxième anniversaire de la guerre d'Espagne», 19 juillet 1938; «Le triomphe de l'Espagne nationaliste», 17 mars 1938; «La guerre d'Espagne», 30 avril 1938.

[90] «Les préventions contre l'Allemagne», 2 février 1937.

[91] «Dernières nouvelles», 12 février 1937.

[92] 13 avril 1937.

[93] «Le désarroi chez les gouvernementaux espagnols», 22 mars 1938.

[94] *La presse et l'opinion de la Suisse romande face à l'Europe en guerre 1939-1945*, p. 16.

LETTRES